CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Forum du mardi 7 mars 2023

animé par Michel WEILL

Écologie, radicalité et démocratie

En matière de changement climatique et de biodiversité, c'est à une avalanche de mauvaises nouvelles à laquelle on assiste ; point n'est besoin d'insister. Pour autant comme l'affirme François Gemenne « l'écologie ne parvient pas à s'imposer comme la force politique dominante ». Nous saisissons la gravité de la situation, mais nous agissons si peu. Alors incapacité de nos systèmes démocratiques à apprivoiser le temps long ? Incapacité à saisir les bonnes échelles géographiques et donc géopolitiques, conduisant au scepticisme et au découragement ? Projets punitifs au lieu de projets désirables ? Incapacité à intégrer problématique écologique et problématique sociétale ? Alors que faut-il changer dans nos systèmes politiques ? Faut-il plus de radicalité et faire confiance aux minorités agissantes ? Oui, mais quelle radicalité, celles des postures ou celle des projets ? Amadouer l'opinion publique ou l'affronter ? Que recouvre le concept d'écologie intégrale ? Nous aide-t-il ou non à avancer ?

***

Ce forum a été préparé à partir du livre de de François Gemenne « L'écologie n'est pas un consensus - dépasser l'indignation » chez Fayard. Ce livre est très révélateur de la situation dans laquelle nous sommes. Nous commencerons donc par un résumé des thèses de ce livre.

Si l'environnement est une préoccupation majeure pour les européens, l'écologie politique peine à s'imposer comme le grand récit politique du XXIème siècle. Pourquoi et que faire ?

Il y a une bataille culturelle qui a été remportée, qui ne se traduit pas par des victoires électorales majeures, principalement parce qu'il n'existe pas de majorité démocratique pour mettre en œuvre un programme compatible avec les objectifs fixés par exemple par les COP.
Pourquoi y a-t-il une incapacité actuelle des démocraties représentatives à mener des politiques de transformation pour le climat ou la biodiversité ? Les changements qui ont bouleversés la société ont souvent été le fait de minorités agissantes plutôt que de majorités conscientisées.

1- La cause du climat

Attention à ne pas prendre la cause du climat comme la seule de l'environnement. Il ne faut pas oublier la biodiversité qui ne dépend pas seulement du climat.

Au-delà des mesures simples qui peuvent être prises par chacun pour limiter son empreinte carbone, la lutte contre le changement climatique implique une vaste coopération internationale et des mesures structurelles transformatrices.

Le changement climatique bouleverse les échelles de temps et d'espace dans lesquelles s'inscrivaient traditionnellement l'action politique. Les premiers responsables sont les moins touchés, et les plus touchés portent une responsabilité infime. Le climat implique d'agir avant tout pour les autres plutôt que pour ses propres intérêts. Le climat futur de la France ne sera pas déterminé par les politiques climatiques de la France voire même par celle de l'Europe, alors que ce qui nous amène en général à modifier nos comportements est le risque d'être confronté directement aux conséquences de notre action.

C'est vrai temporellement, spatialement, mais aussi socialement. Les couches les plus riches sont responsables d'une part disproportionnée des émissions par rapport aux couches les plus pauvres. Une société inégalitaire est aussi plus vulnérable aux impacts du changement climatique. La cohésion sociale est un élément essentiel de résilience face aux chocs.

En raison de ces décalages un projet d'écologie politique doit, par nature, porter une ambition cosmopolitique. Nous avons une responsabilité vis-à-vis de ceux qui se trouvent de l'autre côté de nos frontières et une obligation de les considérer comme nos égaux. Trop souvent le discours de l'écologie politique reste centré sur des enjeux nationaux.

Les ressorts de l'action individuelle restent limités et représentent environ un quart de l'effort nécessaire pour placer les émissions de gaz à effet de serre de la France sur une trajectoire compatible avec une élévation maximum de 2°C d'ici à 2100. Les émissions importées représentant 40 % des émissions de la France ; elles ne sont pas comptabilisées dans les inventaires nationaux, ni notre responsabilité historique. La France, avec 0,9 % des émissions mondiales, a, par personne, une empreinte carbone très supérieure à la moyenne mondiale.

L'argument de la croissance démographique n'est pas un bon argument parce qu'il n'existe pas de proportionnalité directe entre la taille de la population d'un pays et celle de ses émissions de gaz à effet de serre. Ainsi les émissions de la Chine sont 4 fois supérieures à celle de l'Inde pour une population similaire.

Même à l'échelle de l'Europe, les politiques climatiques internes n'auront que peu d'influence sur notre avenir climatique. Pour un pays européen, l'action la plus efficace pour le climat prendrait sans doute la forme d'un investissement dans un pays du sud où les coûts d'abattement sont beaucoup plus faibles que dans les pays industrialisés.

Faire sa part individuelle comme consommateur ne suffit pas ; il s'agit d'agir ensemble comme citoyens. Insister sur les petits gestes est une manière de détourner l'attention des questions fondamentales quant à l'organisation et au fonctionnement de nos économies et de nos démocraties. Mais en même temps les citoyens ont l'impression de

ne plus avoir de prise sur les choix. Dans ce contexte de crise démocratique, il n'est plus possible de leur demander de faire leur part.

2-Le vote comme un don

Les solutions pour préserver l'environnement sont profondément politiques parce que touchant à l'organisation de la société. La politisation de l'environnement est la condition de l'émergence de l'écologie politique comme récit politique majeur du XXIème siècle.

Aujourd'hui dans les sondages, 85 % des Français se disent inquiets du changement climatique, mais seulement 30 % en font une priorité politique.

La tragédie des programmes écologistes, c'est qu'ils ne peuvent pas prétendre améliorer la vie des électeurs, en tout cas pas au cours d'un mandat. Ceux qui votent pour eux sont ceux qui peuvent se permettre de voter pour une cause plutôt que pour leurs intérêts, c'est-à-dire les classes relativement aisées. La cause écologiste est apparue comme une préoccupation bourgeoise, peu soucieuse des intérêts des classes populaires.

Pour mobiliser, un programme écologiste doit s'arrimer à d'autres préoccupations, la santé ou les inégalités. Il est difficile de faire émerger le récit écologique comme un récit de progrès : les mots qui y sont associés, neutralité carbone, réduction des émissions, sobriété, évoquent l'idée d'un retour en arrière pour éviter une catastrophe.

Pour emporter l'adhésion d'une majorité, un programme écologique devrait réussir la quadrature du cercle de combiner des intérêts économiques de court terme avec des intérêts environnementaux de long terme.

3-Quels conflits engendrent la question climatique ?

L'écologie ne nous rassemble pas, elle nous divise :

- entre partisans de la croissance verte et ceux qui estiment que la notion de croissance est incompatible avec la protection du climat,
- entre des pragmatiques réalistes et une aile radicale jusqu'au-boutiste,
- entre ceux qui pensent que c'est la connaissance qui empêche l'action et ceux qui pensent que l'inaction n'est qu'un manque de volonté politique,
- entre les partisans d'un matraquage médiatique et ceux qui craignent que cela n'amène des réactions épidermiques de rejet,
- entre ceux qui mettent en avant des personnages riches et célèbres, sans penser au contre-exemple que constitue leur comportement polluant,
- entre ceux qui s'érigent en procureurs, cherchant à stigmatiser les moins vertueux qu'eux, partis faute de moyens ou de possibilités.

Cela provoque un phénomène d'involution, les membres du groupe deviennent incapables d'entendre et donc de convaincre les arguments du camp d'en face, nourrissant une forme de radicalité qui les coupe de la population.

Le retard dans l'action conduit à une surenchère dans les objectifs. Ainsi ceux des COP 15 à 24) n'ont plus rien avoir avec la réalité. Ce qui est important c'est de savoir ce qu'on va faire la semaine prochaine et de tracer un chemin. L'inaction politique va générer des réactions de plus en plus violentes. Un monde plus chaud sera un monde plus violent.

L'écologie nécessite un nouveau contrat social avec des arbitrages politiques forts et des politiques structurantes, sinon les conflits ne feront que s'amplifier.

Nous voudrions que nos gouvernements en fassent davantage, mais nous leur donnons pour mandat de ne pas en faire trop, effrayés que nous sommes par la radicalité des mesures à mettre en œuvre.

4-La démocratie contre elle-même

Je ne pense plus aujourd'hui qu'il soit possible de faire adhérer une majorité de la population à des mesures qui permettent de garder la terre habitable pour tous. Les mesures autoritaires qui ont été mises en place et acceptées pour la COVID ne sont pas imaginables pour le changement climatique car elles ne peuvent pas être transitoires, argument d'acceptation essentiel.

Pour agir malgré tout, il faut s'ôter de l'idée que l'enjeu est de sauver ou de perdre le climat. Le climat n'est pas un problème binaire, mais graduel. La bataille n'est jamais complètement perdue, même s'il est impossible de la gagner. Chaque tonne de CO2 non émise va faire une énorme différence. Cela donne sens à chaque action de lutte, quoi que fassent les chinois, les milliardaires, le gouvernement ou nos voisins.
Il s'agit de trouver les messages qui permettent de toucher le public, de mobiliser l'action collective et de combattre la paralysie.

Il faut trouver les minorités déterminées porteuses de changement dans les entreprises, les collectivités, la société civile. Il existe de nombreuses forces de changement, y compris dans les entreprises polluantes, même indépendamment des cadres réglementaires.

L'urgence aujourd'hui est de limiter les dommages pour conserver une terre habitable pour tous. Si nous devons attendre la fin du capitalisme pour engager l'action, nous risquons d'attendre longtemps.

L'influence de la minorité sera d'autant plus forte que les membres de la majorité auront l'impression que les membres de la minorité «sont semblables à eux». Plus les grands zélateurs de l'écologie se différencient, moins ils auront de chance d'être écoutés. Le fait que la plupart des partis politiques se préoccupent aujourd'hui d'écologie est à la fois une victoire culturelle pour les écologistes et la preuve que l'influence minoritaire peut parvenir à des résultats. Mais pour que l'écologie politique puisse devenir le récit politique majeur, et donc majoritaire du XXIème siècle, il importe de reconnaitre que ce récit reste largement minoritaire dans la population.

La coopération internationale, si difficile et décourageante soit-elle, est une obligation. Sans elle l'action de chaque état sera vaine. Quelle est le sens de la souveraineté nationale lorsque l'intégrité physique d'un territoire se trouve menacée par une action diffuse de l'ensemble des pays de la planète ?

Le consensus est une arme redoutable entre les mains des moins-disant, qui auront toujours le dernier mot. Tant que la règle du consensus sera en place, les COP seront condamnées à décevoir et cette déception se transformera peu à peu en colère contre l'inefficacité et l'inutilité supposées de la coopération internationale. Il faut globaliser la coopération à une pluralité d'acteurs pas seulement gouvernementaux.

Conclusion de François Gemenne

Si l'écologie politique n'est pas parvenue à s'imposer comme le grand récit politique du XXIème siècle c'est parce que le débat politique reste avant tout un débat national. L'écologie politique n'a de sens que dans une perspective globale.

Elle ne peut se concevoir que de façon systémique en englobant l'ensemble des enjeux politiques, économiques et sociaux sous peine d'être cantonnée dans un silo déconnecté de la société. L'écologie politique à l'échelle d'un perd ce qui constitue son essence.

L'écologie n'est pas un consensus parce qu'elle mobilise des intérêts divers et contradictoires. La question est de savoir comment faire émerger un intérêt supérieur ; celui de l'habitabilité de la terre, forçant à renouer avec l'universalisme véritable.

Commentaires de MW pour le débat

L'écologie intégrale vient dans la continuité de la conclusion de Gemenne. Ce qui est dit de l'écologie intégrale dans wikipedia est : L'écologie intégrale est un concept de la religion chrétienne notamment porté par l'encyclique *Laudato si'* du Pape François, qui intègre les aspects environnementaux, économiques, sociaux (les trois piliers du développement durable), les aspects culturels et les aspects de la vie quotidienne. Elle est inséparable de la notion de bien commun et implique la justice entre générations. Cette idée découle du fait que tout est intimement lié, et que les problèmes actuels requièrent un regard qui tienne compte de tous les aspects de la crise mondiale.

Cela correspond exactement à ce que dit François Gemenne.

Trois questions sur la radicalité pour décomposer ce concept :

- Etre radical est-ce être simpliste, faire fi de la complexité, ou au contraire est-ce questionner à la racine ?
- La radicalité change-t-elle le monde ou est-elle contre-productive ? Efficace ou non ? Tenter toujours et encore de convaincre, c'est ce que nous prétendons faire, mais pouvons-nous toujours attendre ? Et que signifie attendre ?
- Etre radical mène-t-il toujours à la violence ? L'histoire ne retient qu'une chose, la légitimité de la cause en oubliant la méthode. Voir l'exemple de Nelson Mandela et de l'Afrique du sud. Dans ce cas, et pour une fois, le but n'est peut-être pas le chemin.

***

Débat

Deux choses importantes pour l'Europe : être une bonne locomotive et entraîner les autres pays.

Ce livre est très riche. Il y a un enjeu historique pour l'Europe. Le climat évolue depuis deux siècles avec l'utilisation des énergies fossiles en Europe. Les pays du Sud nous considèrent comme les premiers responsables.
L'Europe est responsable à elle seule du tiers de la déforestation. Comme nous avons le moins d'espace, notre niveau de vie repose largement sur l'exploitation du monde.

Le projet européen a vocation à être universel. L'Europe logiquement se donne comme objectif l'habitabilité de la planète toute entière.
La dimension européenne est bien une dimension essentielle pour nous et pour la planète.

Je suis d'accord pour dire que la question se joue au niveau de la planète. L'Europe est le seul continent à avoir posé des actes pour diminuer la pollution dans sa région. Les autres régions du monde en parlent, L'Europe fait des choses sur des choix structurels.
Sur la notion de radicalité, la non-violence prend tous les moyens pour atteindre l'objectif. La radicalité apparait dans une forme non-violente.
La situation sociale serait-elle la même sans des événements radicaux de 1936, 1968 ?

C'est l'ensemble du monde qui doit intervenir mais il ne faut pas que chacun attende l'autre pour agir. Nous avons une responsabilité particulière en exploitant les minerais, les forêts des autres. Les Etats-Unis restent moins concernés que les Européens.

Comment interpréter l'accord mondial des Nations-Unis sur la haute mer ?
A partir du moment où toute politique écologique doit être globale, on ne peut pas condamner des accords qui vont dans le bon sens, même si le progrès est petit. Il trace le chemin. La question n'est pas l'endroit d'où l'on part, c'est de construire un processus pour en sortir. Comment cet accord va-t-il être appliqué ? Quels moyens seront mis en œuvre ? L'écologie n'est pas un consensus, OK, mais comment alors progresser ? François Gemenne n'indique pas comment trouver les minorités au niveau international.

François Gemenne indique que les chiffres nationaux d'émission de gaz carbone ne tiennent pas compte des importations. Si la France le faisait, les émissions affichées monteraient de 70% !

Je m'inscris en faux sur ces chiffres. Maintenant, les statistiques incluent aussi les émissions importées. On trouve les émissions complètes.

Attention à ne pas confondre les émissions de l'industrie française … et l'empreinte carbone de la France.

L'Europe est bien responsable du départ. A ce jour les Américains émettent chacun 3 ou 4 fois plus que les Européens. Le type de vie des Américains est-il négociable ? On ne l'entend guère.
Une question sur le social : les inégalités à l'intérieur de chaque pays et entre les pays constituent le phénomène majeur. Ce sont des chiffres, des valeurs absolues mais aussi des valeurs symboliques. Les inégalités culturelles sont importantes. Il faudra un jour réfléchir aussi aux revenus : les gens qui ont des revenus plus élevés que d'autres continuent à consommer et polluer.
Un parallèle avec les événements 36, 68 ? Non car on y trouvait des choses positives pour tous, les droits de l'homme. Face aux problèmes environnementaux, nous n'avons pas de choses positives pour tous.

Je reste gêné : Il est possible de trouver des consensus. Mendela y est arrivé.

La radicalité : Il y a un temps pour tout. Un temps pour la guerre, pour la paix, pour le dissensus, pour le consensus. Il ne faut pas se tromper sur le moment pour l'un ou pour l'autre. C'est compliqué.

Une analogie : le mouvement féministe a obtenu de grandes victoires dans le consensus. Aujourd'hui, l'unité a faibli. Les oppositions internes ont atteint un niveau encore inconnu.

En Pologne, il y a un retour en arrière pour les femmes. Pourquoi cela ne serait pas possible en France si Marine Le Pen gagne les présidentielles ?
La Métropole organisait hier une conférence sur la place des femmes dans la culture. Le patriarcat reste fort, peu de femmes atteignent les postes importants.

La radicalité est l'aptitude de saisir les enjeux majeurs du moment en visant la longue durée. La grande difficulté de la radicalité est qu'elle doit d'abord s'appuyer sur un consensus scientifique qui existe maintenant mais depuis peu. Les COP regroupent des pays fortement différents. L'Arabie Saoudite y joue un rôle important et cherche à édulcorer. La radicalité a besoin de trouver un consensus entre intellectuel, pas avec les politiques.

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a fait consensus à l'époque parmi les personnes qui réfléchissait à ce moment-là. Une assemblée politique a pris en charge cet état de la pensée. C'est une question de circonstances. Ce texte n'a produit aucun effet pendant des années. Il a été mise en oeuvre par la troisième république.
La continuité et la force des partis politiques qui portent cette radicalité est essentielle. Jean Jaurès disait : « aller vers l'idéal, comprendre le réel ». Cela veut dire affirmation de radicalité et ensuite transformer le réel qui est le vrai travail politique.

Il faut sans cesse affirmer cette radicalité en en faisant un discours qui mobilise et la traduire par des actions politiques. En tant qu'acteur on voit l'échelle locale, française, européenne. Comment exprimer la radicalité à ces différentes échelles ?
L'échelle locale est celle où l'on peut le mieux expliquer pourquoi il faut être radical.

La ZFE (Zone à Faibles Emissions) a pour objectif une qualité de l'air locale, pas globale. Partageons au niveau local cette idée du besoin d'actions politiques qui soient menées de manière lisible. Derrière la ZFE, on trouve la question des inégalités locales.

La radicalité et l'intégrisme sont différents. La radicalité a une base scientifique reconnue et partagée. L'intégrisme repose sur une vérité que l'on fait sienne, pas forcément partagée ni scientifique.

Un mot de conclusion : ne tombons pas dans le scientisme, le consensus scientifique est un consensus d'analyse. La radicalité concerne l'avenir, là les scientifiques ne disent pas grand-chose.

***

Nos prochains rendez vous :

Lundi 13 Mars à 18 h 30 Rencontre sur Le Sens du Travail: Mutations en débat
à la Maison Notre-Dame-des-Lumières,14 Rue Paul Painlevé, 69300 Caluire-et-Cuire

Mercredi 15 Mars à 20 h 30 Conférence de Dominique Boliet et Michel Weill
Fin du travail ou faim de qualité du travail

Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 €
à l'adresse du trésorier du Club Pierre Prunet 63 chemin des Forêts St Cyprien Lachassagne 69 480

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

notre site http://www.convaincre-rhone.fr/